



BRÉSIL

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET COOPÉRATION UNIVERSITAIRE

Focus
N°39 - AVRIL 2023

INFORMATIONS CLÉS

Nom officiel

République fédérative
du Brésil

Langue officielle

Portugais

Capitale

Brasília

Villes principales

São Paulo, Rio de
Janeiro, Belo Horizonte,
Porto Alegre, Salvador,
Fortaleza, Curitiba, Recife,
Belém, Goiânia

Population *(1^{er} janvier 2019)*

212 millions d'habitants,
6^e population mondiale

Monnaie *(février 2023)*

Real (R\$)
1 € équivaut à 5,57 R\$

Taux d'alphabétisation

93 %

Population en âge d'étudier dans l'enseignement supérieur *(2020)*

16 467 162

Pourcentage des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur privé *(2020)*

75 %

Étudiants dans l'enseignement supérieur brésilien *(2020)*

8 986 592

Étudiants accueillis en mobilité internationale *(2020)*

22 364

Étudiants brésiliens en mobilité internationale *(2020)*

89 151

Sources : France Diplomatie, Institut
de statistique de l'Unesco, janvier 2023.

Introduction

Sixième pays du monde par sa population et cinquième par l'étendue de son territoire le Brésil est aussi la 12^e économie mondiale et la première d'Amérique latine¹. Le taux d'alphabétisation des jeunes a progressé de 95 % en 2000 à 99 % à la fin des années 2010 et presque tous les enfants brésiliens vont à l'école primaire. En progression, le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire et supérieur (61 %), est encore en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE (83 %).

L'éducation brésilienne est cependant marquée par des disparités dans l'accès aux ressources en fonction de l'implantation géographique, de la situation socio-économique des parents et de l'origine ethnique. Ainsi, le taux d'obtention d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire dans la métropole de São Paulo s'élève à 93 % en 2020, mais ne dépasse pas 80 % dans l'État du Pará². La fréquentation de l'enseignement supérieur atteint 47 % dans les segments les plus riches de la société brésilienne,

1. PIB \$US courant, en 2020, source Banque mondiale.

2. <https://www.gov.br/inep/pt-br/acao-a-informacao/dados-abertos/indicadores-educacionais/taxas-de-transicao>



mais seulement 5 % dans les segments les plus pauvres. Les élèves issus des classes les plus favorisées, d'ascendance européenne restent en moyenne 2,5 années de plus dans le système éducatif que les élèves d'ascendance afro-américaine ou amérindienne. Les écoles privées du 1^{er} et 2^e cycle, qui tendent à être plus performantes que les écoles publiques, en termes de résultats d'apprentissage, coûtent autant en frais de scolarité que le revenu annuel des ménages pauvres et sont donc principalement fréquentées par les publics des classes aisées.

L'accès à l'éducation et à l'enseignement supérieur en expansion

L'éducation au Brésil a été historiquement influencée par l'Église catholique, qui a introduit l'éducation religieuse pendant l'ère coloniale (1500 à 1822). Les missionnaires jésuites qui sont arrivés au XVI^e siècle ont joué un rôle important dans le façonnement de la société brésilienne. Leurs écoles suivaient les modèles européens d'éducation dans le but d'accroître l'alphabétisation en langue portugaise des populations indigènes et de les convertir au catholicisme. Les esclaves, en revanche, étaient exclus de l'éducation. Dans l'ensemble, le système est resté très élitiste pendant la période coloniale. Malgré la création d'écoles élémentaires dans toutes les provinces brésiennes, seulement 10 % de la population en âge scolaire était inscrite dans l'enseignement élémentaire en 1822, lorsque le Brésil est devenu indépendant.

Avant l'indépendance du Brésil, il n'y avait pas d'universités ni d'établissements d'enseignement supérieur, celles et ceux qui souhaitent étudier

en portugais devaient se rendre au Portugal. Les premières universités publiques du Brésil ont été créées au début du XX^e siècle, suivies par la création du ministère de l'Éducation et de la Santé publique en 1930. C'est à ce moment-là que l'État brésilien a commencé à exercer un contrôle plus étroit sur l'éducation et à développer un système moderne d'éducation de masse. La Constitution brésilienne de 1934 a fait de l'éducation un droit fondamental de tous les citoyens brésiliens. Les premières lois générales sur l'éducation ont été adoptées en 1961 et 1971; elles ont introduit l'enseignement élémentaire obligatoire jusqu'à la huitième année, avant que la dictature militaire n'impose le portugais comme langue d'enseignement dans tout le pays en 1971.

Le système brésilien s'est ensuite développé rapidement, d'abord par l'expansion des systèmes d'enseignement primaire et secondaire, puis par une croissance rapide des inscriptions dans l'enseignement supérieur, au-delà des capacités du système universitaire public, ce qui a entraîné la privatisation à grande échelle de l'enseignement supérieur. Le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur a plus que quadruplé au cours des 25 dernières années, passant de 1,75 million en 1995 à près de 9 millions en 2020 (avec des disparités régionales).

Juridiquement, l'éducation est une compétence partagée entre le gouvernement fédéral, les États fédérés et les municipalités. Le gouvernement fédéral définit la politique générale en matière d'éducation et est responsable de l'enseignement supérieur, l'enseignement scolaire est du ressort des États fédérés et des municipalités. Le programme scolaire de base est défini au niveau national mais peut être adapté par les États fédérés aux besoins locaux.



L'enseignement supérieur et la recherche au Brésil

L'enseignement supérieur accueille près de 9 millions d'étudiants dans 2448 institutions. Il est structuré en deux niveaux : *graduação*, équivalent de notre 1^{er} cycle universitaire soit 4 ou 5 années d'études débouchant sur un diplôme de *Licenciatura* qui permet de devenir enseignant ou enseignante, ou de *bacharelado*; tandis que le deuxième cycle, la *pos-graduação* se décompose en 2 années débouchant sur un *mestrado*, puis 4 années supplémentaires au moins pour l'obtention d'un doctorat.

77 % des étudiants sont inscrits dans des établissements privés. Sur 2574 établissements recensés en 2021, 2261 (88 %) sont privés pour seulement 313 publics. Sur l'ensemble des établissements on recense au total 204 universités, dont une majorité (55 %) est publique. La plupart des institutions privées fait de la formation mais pas de recherche, ce qui explique qu'on retrouve davantage de structures publiques parmi les universités. Les établissements publics dépendent pour 43 % des États fédérés, pour 38 % du niveau fédéral et pour 19 % du niveau municipal.

70 % des établissements d'enseignement supérieur (EES) privés sont gérés dans un but lucratif. C'est le cas de *Kroton Educacional*, qui serait le plus grand fournisseur d'éducation à but lucratif du monde, en termes de capitalisation boursière. Il accueille quelque 900 000 étudiants de premier cycle et gère 125 établissements dans 18 États brésiliens et 83 villes.

Entre 2008 et 2018 le réseau d'enseignement supérieur privé brésilien a connu une croissance de 59 % contre 8 % pour le public. Le niveau des formations dispensées dans les établissements privés est très variable³. Le nombre d'étudiants sur la période a globalement augmenté de 47 %.

Systeme éducatif et accès à l'enseignement supérieur

L'accès à l'université se fait selon différentes modalités, les places disponibles peuvent être en nombre limité surtout dans le secteur public.

Pour accéder à l'enseignement supérieur, les élèves ont actuellement quatre possibilités, dont deux principales :

Principales modalités d'accès à l'enseignement supérieur :

- Le concours d'entrée directe, le *vestibular*, c'est la modalité la plus ancienne et la plus fréquente, surtout dans l'enseignement privé. En 2021, 70 % des admissions dans l'enseignement supérieur se font par ce biais.
- La sélection générale d'établissements publics, ou *sistema de seleção unificada* (SISU), qui ouvre l'accès aux institutions fédérales (universités et instituts) et autres institutions publiques d'État ou municipales. La sélection est faite selon les critères de chaque institution/formation, en se basant sur les résultats à l'examen d'évaluation de l'enseignement secondaire (ENEM).

Modalités possibles d'accès à l'enseignement supérieur :

- L'examen d'évaluation de l'enseignement secondaire, ou *exame nacional do ensino médio* (ENEM), même si, à lui seul, il ne vaut pas entrée directe dans l'enseignement supérieur (les universités qui le reconnaissent, l'utilisent comme outil de sélection des étudiants en fonction de leurs résultats et classements). En 2021, 19 % des entrants de l'enseignement supérieur ont été admis par ce biais, la plupart dans des institutions publiques. Mis en place en 1998 puis revu en 2008, c'est un examen

3. Parmi les bons établissements du secteur privé on trouve ceux à but non lucratif tels que les différentes PUC (Pontificia Universidade Católica) ou la Mackenzie (Universidade Presbiteriana).



national qui a lieu une fois par an à la fin de l'année scolaire, pour les personnes ayant terminé l'enseignement secondaire (sans restriction d'âge). La note finale de l'ENEM est le résultat de la moyenne de cinq disciplines : sciences de la nature, sciences humaines, langages, codes et leurs technologies, mathématiques, et rédaction en portugais. Sur les 180 questions posées, 5 portent sur de la compréhension en langue étrangère (anglais ou espagnol au choix).

- Une déclinaison du « *vestibular* » : l'évaluation continue ou « *avaliação seriada* ». C'est la moyenne des notes obtenues par l'élève à trois épreuves passées à la fin de chacune de ses trois années d'enseignement secondaire. Ces épreuves se présentent sous la même forme que celle du « *vestibular* ». Cette modalité d'accès reste anecdotique.

Les modalités d'accès à l'enseignement supérieur brésilien devenant plus diverses et hétérogènes, une preuve d'admission au sein d'une université brésilienne demeure essentielle pour s'assurer de l'éligibilité des étudiants à l'enseignement supérieur.

Les établissements d'enseignement supérieur publics sont, qualitativement et de façon générale, les meilleurs du pays (avec les universités pontificales). Les places restent limitées et la compétition pour y accéder est forte. Les universités publiques dispensent un enseignement de premier cycle sans frais de scolarité et offrent une variété beaucoup plus grande de programmes, tout en étant régulièrement classées au premier rang en termes de qualité, selon l'indice général des cours (*Índice Geral de Cursos*, IGC), un indicateur de qualité de l'éducation établi par le ministère de l'Éducation⁴.

En plus des établissements publics, quatre établissements privés ont obtenu la note maximale : les établissements sans but lucratif *Escola de Administração de Empresas* de São Paulo da *Fundação Getulio Vargas* (FGV) et *Fundação Técnico Educacional Souza Marques*, ainsi que deux établissements à but lucratif, *Faculdade Legale* et *Faculdade São Leopoldo*

Mandic. Les frais de scolarité dans les EES privés peuvent varier drastiquement en fonction du domaine de spécialisation, coûtant entre 4 000 et 120 000 réais soit entre 720 et 21 500 euros par an.

Afin de faciliter l'accès aux élèves scolarisés dans le système scolaire public (moins performant que le système scolaire privé), le gouvernement fédéral a mis en place en 2012 la loi de quotas, prolongée en 2021⁵, imposant aux universités fédérales et aux instituts fédéraux d'offrir progressivement jusqu'à 50 % des places disponibles aux élèves ayant effectué tout leur lycée dans une école publique⁶. La note obtenue à l'ENEM reste cependant le critère déterminant pour sélectionner les élèves éligibles dans le cadre de la loi des quotas. À la suite de la promulgation de la loi fédérale, une partie des États ont mis en place des mesures similaires pour leurs établissements d'enseignement supérieur.

Malgré ces coûts élevés, les EES privés sont majoritairement fréquentés par des étudiants issus de ménages socialement moins privilégiés, tandis que les EES publics accueillent principalement des étudiants issus d'un milieu socio-économique plus favorisé. Les étudiants issus de familles aisées et diplômés d'établissements secondaires privés obtiennent généralement les meilleurs résultats aux concours d'entrée à l'université. Ces étudiants ont tendance à se spécialiser dans des domaines qui conduisent à des salaires plus élevés après l'obtention du diplôme, comme l'ingénierie et la médecine.

Il existe plusieurs mesures politiques destinées à rectifier ces déséquilibres, notamment des programmes fédéraux de prêts aux étudiants, tels que le *Financiamento Estudantil no Ensino Superior* (FIES), ainsi que le programme *ProUni*, qui accorde des exonérations fiscales aux EES privés s'ils offrent une aide à la scolarité aux étudiants issus de ménages à faibles revenus. La grande majorité des établissements publics appliquent des programmes de quotas et reçoivent plus de 50 % d'étudiants originaires de l'enseignement public. Dans l'état de São Paulo, 35 % des étudiants doivent être noirs, métis ou autochtones.

4. Lire aussi page 9.

5. <https://www.camara.leg.br/noticias/845845-projeto-adia-para-2062-a-revisao-de-cotas-em-universidades-federais/>

6. La répartition de ces quotas s'effectuant ensuite sur des critères sociaux-économiques ou raciaux.



Université fédérale du Pernambouc.

Les centres universitaires (*Centros Universitários*) sont principalement des établissements de premier cycle qui, contrairement aux universités, se concentrent sur l'enseignement plutôt que sur la recherche, même si plusieurs d'entre eux proposent des programmes de deuxième cycle à vocation plus professionnelle. Ces établissements offrent un éventail de programmes d'études plus large que les facultés et disposent d'une plus grande autonomie. Ils ont le contrôle sur des aspects tels que le contenu des cours et peuvent offrir de nouveaux programmes de premier cycle ou augmenter leur nombre de places sans autorisation officielle. Contrairement aux facultés, ils peuvent délivrer et enregistrer des diplômes pour leurs propres programmes. En 2021 il y avait 350 centres universitaires au Brésil, scolarisant 29 % des étudiants. 97 % de ces établissements sont privés.

Les facultés (*faculdades*) sont des institutions spécialisées qui proposent des programmes dans un ou deux domaines d'études. La plupart d'entre elles sont des prestataires privés à but lucratif qui proposent uniquement des programmes de premier cycle peu focalisés sur la recherche, bien que certaines puissent également proposer des programmes de deuxième cycle. Il existe également des facultés intégrées (*faculdades integradas*), qui sont des groupes de facultés offrant une gamme limitée de programmes sous une seule

et même structure de gestion, tout en étant plus petites que les universités. Les facultés existent sous plusieurs noms différents, tels que *escola superior* ou *centro de ensino superior*.

Tous les EES privés doivent initialement être constitués en facultés avant de pouvoir élargir leur champ d'action et fonctionner comme des institutions de niveau universitaire : pour ouvrir de nouveaux campus, augmenter le nombre d'inscriptions ou devenir une université, les facultés privées doivent obtenir une note positive à chaque cycle d'accréditation. Les EES publics, en revanche, peuvent être établis comme des universités dès le départ.

Par rapport aux institutions de niveau universitaire, les facultés ont moins d'autonomie : elles doivent obtenir une autorisation supplémentaire pour offrir de nouveaux programmes, de sorte que la plupart des facultés ne demandent pas de changement de statut et restent constituées en tant qu'institutions mono-spécialisées. La plupart des facultés n'ont pas le pouvoir autonome de délivrer des diplômes, leurs diplômes doivent être approuvés et enregistrés par les universités publiques. Cette approbation est notée au dos du certificat de diplôme. Néanmoins, depuis 2017, certains EES privés ayant obtenu des notes suffisamment élevées dans le cadre du processus d'accréditation sont autorisés à délivrer leurs propres diplômes de manière autonome.



- La *licenciatura*

C'est un diplôme qui permet aux diplômés d'enseigner de la petite enfance à l'enseignement secondaire supérieur. Il s'agit d'un programme de trois à quatre ans qui exige au moins 2800 heures d'études, dont un stage d'enseignement supervisé d'au moins 300 heures. Les titulaires d'un diplôme de premier cycle dans une autre discipline peuvent également suivre un programme complémentaire d'un an.

Environ 18 % des étudiants brésiliens de premier cycle étaient inscrits à des programmes de *licenciatura* en 2021. 63 % des nouveaux inscrits cette année-là sont inscrits dans des formations à distance. Cette tendance à l'enseignement à distance pour la formation des enseignants a soulevé des questions sur la qualité dans une profession qui repose si fortement sur la formation pratique, d'autant plus que les apprenants en face-à-face obtiennent de meilleurs résultats que les apprenants à distance aux examens.

Les cursus de 2^e cycle

- *Especialização*

Les cours ont un contenu d'au moins 360 heures et durent entre neuf et vingt-quatre mois. Ils peuvent être proposés par le biais de l'enseignement à distance mais doivent inclure des examens en face-à-face ou la défense d'un projet final. Ils ne nécessitent pas de thèse finale comme dans le cas des programmes de *mestrado*. L'admission requiert un *tecnólogo* ou un *bacharelado*. Les diplômés d'*Especialização* ne sont pas des diplômes nationaux (*stricto sensu*) mais d'établissements (*lato sensu*). Ils ne permettent pas l'accès au doctorat.

- *Mestrado*

Le *mestrado* est un diplôme de recherche universitaire qui n'a été introduit au Brésil que dans les années 1960. L'admission en *mestrado* nécessite un *bacharelado* ou une *licenciatura*, des examens d'entrée et des tests supplémentaires de langues étrangères, mais plusieurs EES accordent l'admission sur la base du diplôme inférieur de *tecnólogo*. La plupart des programmes durent deux ans et exigent 30 crédits ou plus. Ils se terminent par la soutenance d'un mémoire et des examens complets.

En plus des programmes académiques, il existe le *mestrado profissional*, un programme plus appliqué introduit dans les années 1990 qui prépare les étudiants à un emploi qualifié. Bien qu'ils soient généralement considérés comme équivalents au *mestrado* standard, ces diplômes peuvent éventuellement donner accès aux programmes de doctorat sur décision de l'université.

Ces programmes ont rapidement gagné en popularité : entre 2009 et 2017, les inscriptions aux *mestrado* professionnels ont augmenté de 270 %, tandis que les inscriptions aux programmes *mestrado* académiques ont augmenté de 39 %.

- *Doutorado*

C'est la plus haute qualification académique du Brésil. L'admission requiert généralement le *mestrado* et des aptitudes avérées dans deux langues étrangères, mais les étudiants ayant de très bons résultats peuvent parfois être admis sur la base du *bacharelado*, auquel cas le programme dure plus longtemps.

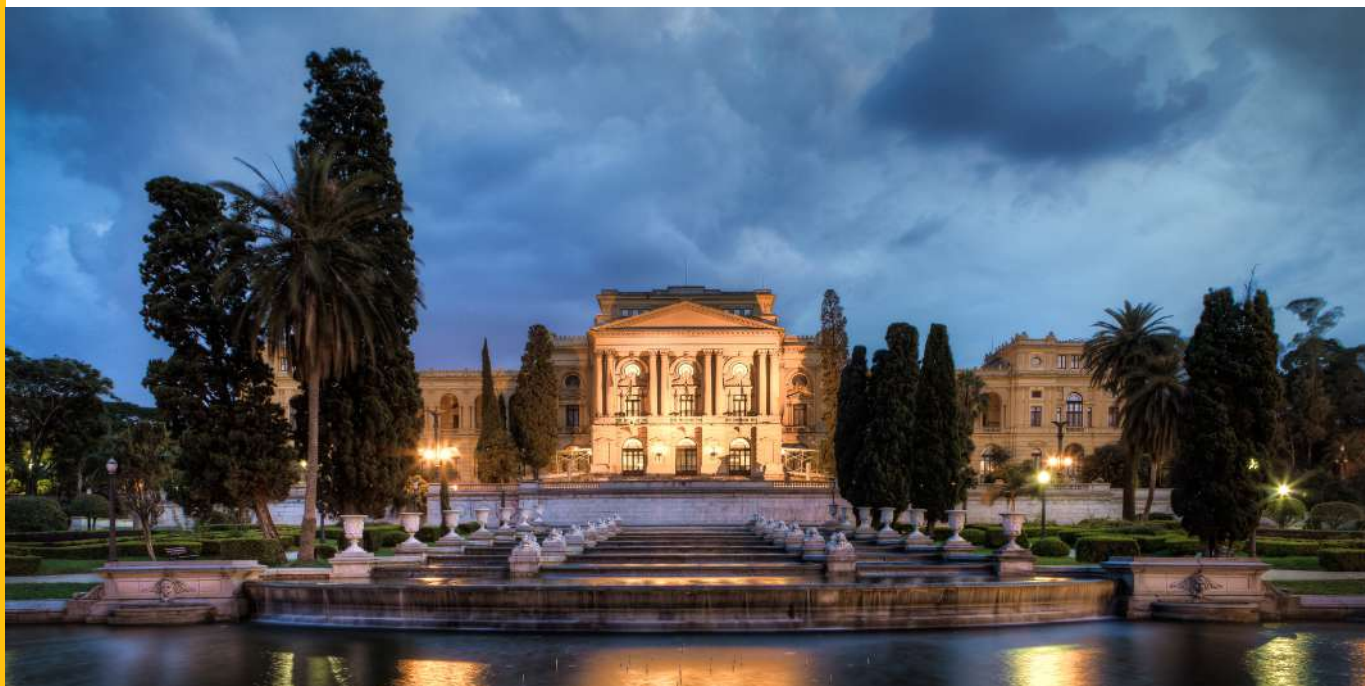
Les programmes comprennent au moins une année de cours (30 crédits) et la soutenance d'une thèse. Bien qu'il soit possible de terminer le programme en trois ans, la plupart des étudiants en prennent quatre.

Le nombre de programmes de doctorat proposés par les EES brésiliens a augmenté de manière exponentielle ces dernières années, et les inscriptions ont bondi de 93 % pour atteindre 112 000 entre 2009 et 2017. Malgré cela, seulement 0,2 % des Brésiliens ont obtenu un doctorat.

Assurance qualité et accréditation

Les procédures d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur brésilien sont complexes. Tous les EES du Brésil, qu'ils soient publics ou privés, doivent être accrédités par le ministère de l'Éducation et demander, régulièrement une nouvelle accréditation (*recredenciamento*). Leur accréditation peut être vérifiée sur un registre ainsi que l'évaluation de l'établissement et des formations dispensées¹⁰.

10. <https://emec.mec.gov.br/>



Museu Paulista de l'université de São Paulo.

Pour les EES privés, ce processus est essentiel à la poursuite de leurs activités, tandis que pour les institutions publiques, il s'agit plutôt d'une formalité. Les universités et les centres universitaires sont réaccrédités tous les huit à dix ans, tandis que les facultés doivent demander une réaccréditation au moins tous les cinq ans.

Les programmes de premier cycle nouvellement établis doivent être reconnus (*reconhecimento*) et faire l'objet d'un examen externe par l'Institut national d'études et de recherches pédagogiques (INEP), un organe du ministère de l'Éducation. Si la reconnaissance n'est pas obtenue, les programmes doivent fermer et leurs étudiants sont transférés dans d'autres établissements.

Une fois les programmes de premier cycle reconnus, ils font l'objet d'une évaluation continue. Cela implique un test écrit obligatoire donné aux étudiants au moment de l'obtention du diplôme appelé l'examen national de performance des étudiants (*exame nacional de desempenho dos estudantes*, ou ENADE). Le « score ENADE » (*Conceito ENADE*) final est ensuite combiné à d'autres critères, tels que les évaluations personnelles des étudiants, pour calculer un « score préliminaire de cours » (*conceito preliminar de curso*, ou CPC) tous les trois ans. Le CPC est exprimé sur une échelle

d'un à cinq et détermine si la reconnaissance du programme est renouvelée : la reconnaissance des programmes ayant obtenu une note de trois ou plus est automatique, les programmes ayant obtenu une note inférieure à trois doivent subir des inspections supplémentaires sur place par l'INEP et peuvent perdre leur reconnaissance.

Pour les programmes de deuxième et troisième cycle, le processus d'évaluation est mené par la Fondation pour la coordination de l'amélioration du personnel de l'enseignement supérieur (*coordenação de aperfeiçoamento de pessoal de nível superior – CAPES*), supervisée par le ministère de l'Éducation. Tous les nouveaux programmes de master et de doctorat sont évalués par un panel de pairs universitaires et sont ensuite réévalués tous les quatre ans. Les résultats de cette évaluation – attribués par des notes sur une échelle d'un à sept – permettent aux programmes de continuer à fonctionner, ou, en cas de mauvaises performances, entraînent le retrait des fonds et la reconnaissance des programmes qu'ils proposent. Cela signifie que les programmes qui échouent à l'évaluation du CAPES sont contraints de fermer. Le score de trois est le seuil pour l'approbation. Pour promouvoir la qualité des enseignements, les scores plus élevés entraînent souvent un financement public plus important.



Classement des établissements

Les EES brésiliens sont classés à l'aide de l'indicateur IGC (*Índice Geral de Cursos*).

Le score IGC est constitué de la moyenne des scores CPC et CAPES des trois dernières années, pondérée par le nombre d'étudiants inscrits dans les programmes évalués. En outre, des critères tels que la qualité de l'infrastructure des établissements et du personnel enseignant sont également inclus. Le score IGC est exprimé sur une échelle de cinq points. Les notes de 1 et 2 sont considérées comme insatisfaisantes par le ministère de l'Éducation, ce qui peut entraîner des restrictions académiques pour les établissements jusqu'à la prochaine évaluation. Toutefois, peu d'établissements ne parviennent pas à satisfaire aux critères officiels : seuls 10 EES ont reçu le score le plus bas de l'IGC, à savoir 1, une université et neuf facultés, en 2018 ; 14 % de l'ensemble des établissements ont reçu un score de 2.

Les universités publiques sont régulièrement classées au premier rang en termes de qualité, selon l'IGC. Seuls quatre établissements privés ont obtenu la note maximale : les établissements sans but lucratif *Escola de Administração de Empresas* de São Paulo, la *Fundação Getulio Vargas* (FGV) et la *Fundação Técnico Educacional Souza Marques*, ainsi que deux établissements à but lucratif, la *Faculdade Legale* et la *Faculdade São Leopoldo Mandic*. Les frais de scolarité dans les EES privés peuvent varier drastiquement en fonction du domaine de spécialisation, coûtant entre 7800 et 40200 réais soit entre 1400 et 7000 euros par an.

Selon *Times Higher Education* (THE), journal mensuel britannique spécialisé dans le domaine des études supérieures, le Brésil reste le pays d'Amérique latine qui offre la meilleure éducation dans l'enseignement supérieur. Parmi les 150 universités classées, 52 sont brésiliennes. En plus de l'Unicamp (3^e au classement) et de l'USP (2^e), 4 autres universités brésiliennes figurent dans le top 10 : la PUC de Rio (4^e), l'université fédérale de São Paulo (Unifesp), l'université fédérale de Minas Gerais (UFMG) ainsi que l'université d'état de São Paulo (Unesp).

Les universités de recherche financées par le gouvernement sont également les mieux classées dans les classements internationaux des universités : l'université publique de São Paulo (classée entre 251 et 300 sur 1400 universités dans le monde), l'université de Campinas (501-600), l'université fédérale de Minas Gerais (601-800) et l'université fédérale de Rio Grande do Sul (601-800). De même, les meilleures institutions brésiliennes qui figurent dans le classement mondial des universités QS sont toutes des institutions publiques.

Le quotidien brésilien *Folha de São Paulo* publie également un classement des établissements, le *Ranking Universitário Folha*¹¹. Selon la dernière édition de ce classement, les trois meilleurs établissements sont l'*Universidade de São Paulo*, l'*Universidade Estadual de Campinas* et l'*Universidade Federal do Rio de Janeiro*.

Système de crédits et échelles de notation

Le gouvernement brésilien impose un nombre d'heures ou *carga horária*, pour les programmes de premier cycle. La *carga horária* comprend le temps d'apprentissage en classe et les cours ou activités de formation pratique, y compris les stages. Le nombre d'heures requises varie selon le programme. Par exemple, 2400 heures sont requises pour les programmes de musique, d'histoire, de design et de sciences sociales, tandis que les programmes de commerce exigent 3000 heures et que les programmes professionnels plus longs en médecine doivent comprendre au moins 7200 heures.

Il n'existe pas de système de crédits normalisé à l'échelle nationale, mais pour beaucoup d'établissements un crédit correspond à 15 à 20 heures d'enseignement par semestre. Il n'existe pas non plus d'échelle de notation unique, mais l'échelle de notation la plus courante est de 0 à 10, 5 étant la note minimale de passage pour la majorité des établissements. Mais certains établissements exigent entre 6 et 8. Des échelles de notation A-D peuvent également être utilisées. La plupart des relevés de notes comportent une clé indiquant l'échelle de notation spécifique utilisée.

11. <https://ruf.folha.uol.com.br/2019/ranking-de-universidades/principal/>



L'internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche brésiliens

La stratégie brésilienne d'internationalisation

La politique nationale d'attractivité à l'attention des étudiants internationaux, consiste principalement en des mesures pour les mobilités entrantes d'étudiants des pays lusophones d'Afrique et des pays voisins d'Amérique Latine. Au cours des cinq dernières années, la réduction de moitié des crédits alloués à l'enseignement supérieur et à la recherche, n'a pas facilité l'internationalisation de l'enseignement supérieur brésilien. La question de l'attractivité de son système d'enseignement supérieur et de recherche a très longtemps été négligée par le Brésil, qui se concevait davantage comme un pays devant envoyer ses étudiants et enseignants-chercheurs se former à l'étranger, notamment en France et depuis les années 2000, dans les pays anglophones. Cela se répercute dans les statistiques de mobilité étudiante, le Brésil ne recense que 22000 étudiants internationaux accueillis alors qu'il en envoie près de 90000 étudiants en mobilité en 2020¹².

L'alternance politique au 1^{er} janvier 2023, a remis l'éducation et la culture au rang des priorités des politiques publiques. Les moyens des universités, les bourses d'étude et de recherche ont été notablement revalorisées et les moyens fédéraux alloués à la recherche (le fonds national recherche notamment), ont été augmentés.

La mobilité des étudiants brésiliens a connu une forte croissance entre 2015 et 2020 (+77 %), bien plus rapide que la croissance mondiale (+32 %). Les étudiants brésiliens en mobilité s'orientent très largement vers 3 destinations : l'Argentine (23 %), le Portugal (20 %) et les États-Unis (18 %). Deux destinations émergentes connaissent une

forte croissance du nombre d'étudiants brésiliens accueillis : l'Australie (+597 % entre 2015 et 2020) et le Canada (+197 %). La France est la 3^e destination européenne – derrière le Portugal et l'Allemagne – et la 7^e au niveau mondial. Les effets de la pandémie de Covid-19 sur les mobilités n'apparaissent pas encore dans ces statistiques mais risquent de réduire temporairement la mobilité brésilienne.

Le programme *Ciência sem Fronteiras* a été, jusqu'en 2019, le programme phare de l'internationalisation de l'enseignement supérieur brésilien. Il visait à promouvoir la consolidation, l'expansion et l'internationalisation de la science et de la technologie, de l'innovation et de la compétitivité brésilienne par le biais d'échanges

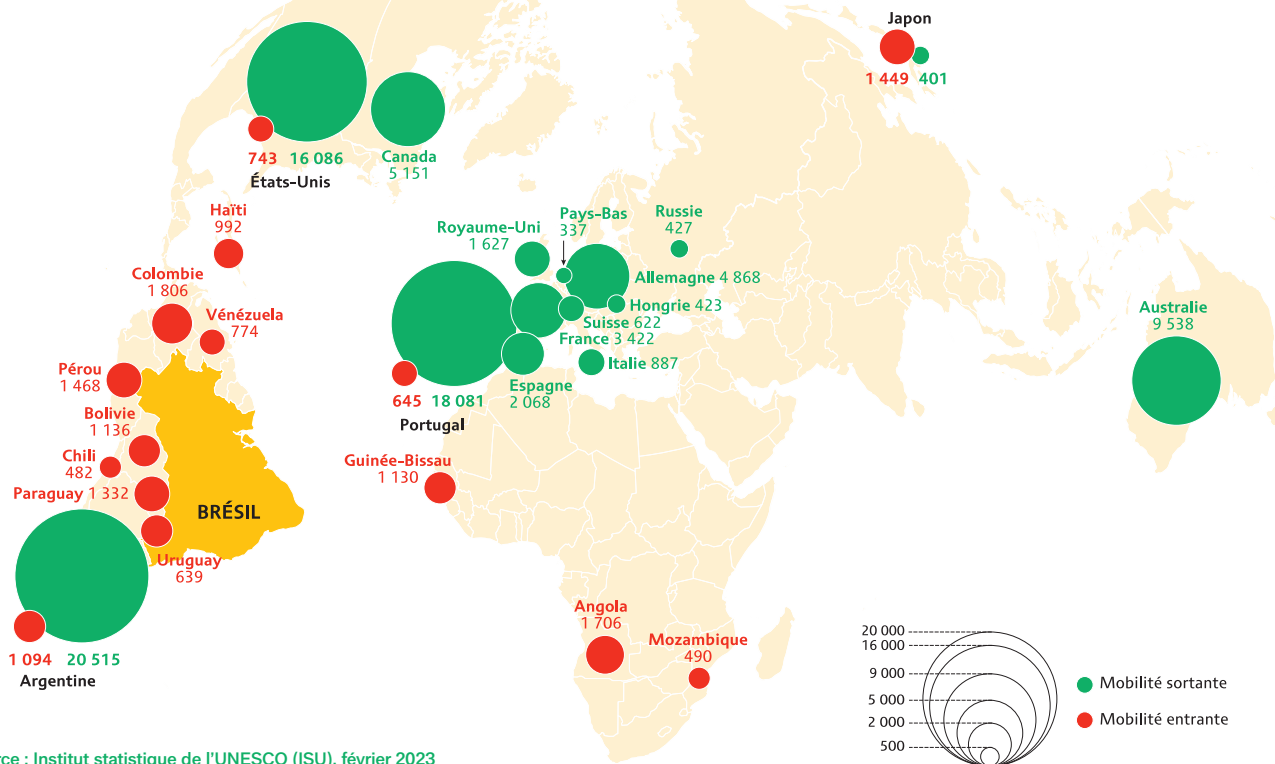
Faubai

La Faubai est l'association brésilienne d'éducation internationale. Elle a été créée en 1988 et rassemble les gestionnaires et responsables des relations internationales de plus de 200 établissements d'enseignement supérieur brésilien. Elle promeut l'intégration et la formation des gestionnaires et organise des séminaires, des ateliers, des réunions régionales, nationales et internationales ainsi qu'une conférence annuelle.

Elle encourage la coopération avec les différents types d'établissements d'enseignement supérieur brésiliens, dans le pays et à l'étranger, en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur, des agences, des représentations diplomatiques, des organismes et des programmes internationaux.



Mobilité étudiante entrante et sortante du Brésil



Source : Institut statistique de l'UNESCO (ISU), février 2023

internationaux et de la mobilité. Le projet a financé 101000 bourses sur quatre ans pour promouvoir les échanges, les stages à l'étranger dans le domaine de la technologie et de l'innovation.

Destinations des étudiants originaires du Brésil

Pays d'accueil	2015	2020	% du total en 2020	Évolution 2015-2020
1 Argentine	9216*	20 515	23 %	123 %
2 Portugal	5438	18081	20 %	232 %
3 États-Unis	13349	16086	18 %	21 %
4 Australie	1554	9538	11 %	514 %
5 Canada	1734	5151	6 %	197 %
6 Allemagne	3790	4868	5 %	28 %
7 France	4311	3432	4 %	-20 %
8 Espagne	1190*	2068	2 %	74 %
9 Royaume-Uni	2713	1627	2 %	-40 %
10 Italie	1042	887	1 %	-15 %
Autres pays	6088	6898	8 %	13 %
TOTAL	50 425	89 151	100 %	77 %

* 2016
Source : ISU, janvier 2023.

Les établissements brésiliens accueillent peu d'étudiants internationaux : seulement 0,2 % des étudiants au Brésil sont originaires d'un autre pays. Une partie importante d'entre eux vient

des pays voisins : Colombie (8 %), Pérou (7 %), Paraguay (6 %), Bolivie (5 %), Argentine (5 %), Vénézuéla (3 %). Il existe également une relative attractivité du Brésil en raison de la langue d'enseignement avec la présence d'étudiants d'Angola (8 %) et de Guinée Bissau (5 %). Le Portugal n'est néanmoins que la 12^e nationalité la plus représentée parmi les étudiants internationaux au Brésil.

Origines des étudiants internationaux au Brésil

Pays d'origine	2015	2020	% du total en 2020	Évolution 2015-2020
1 Colombie	1627	1806	8 %	11 %
2 Angola	2317	1706	8 %	-26 %
3 Pérou	1409	1468	7 %	4 %
4 Japon	759	1449	6 %	91 %
5 Paraguay	1082	1332	6 %	23 %
6 Bolivie	858	1136	5 %	32 %
7 Guinée-Bissau	953	1130	5 %	19 %
8 Argentine	1061	1094	5 %	3 %
9 Haïti	342	992	4 %	190 %
10 Vénézuéla	286	774	3 %	171 %
25 France	330	214	1 %	-35 %
Autres pays	8831	9263	41 %	5 %
TOTAL	19 855	22 364	100 %	13 %

Source : ISU, janvier 2023.



Francophonie et coopération universitaire & scientifique franco-brésilienne



Francophonie

Le Brésil n'est pas membre de l'OIF et ne poursuit pas de politique francophone spécifique.

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) possède depuis 2011 une antenne Amérique latine au Brésil, à l'Université d'État de São Paulo (UNESP). Elle compte une vingtaine d'universités brésiliennes membres¹³ qui proposent des diplômes de *licenciaturas* de français et comptent 4 123 inscrits pour 438 diplômés¹⁴.

Selon le rapport d'activité de la fondation Alliance Française pour 2019, le Brésil est le 7^e pays où l'on apprend le français dans les Alliances Françaises et le 5^e pays pour l'implantation des Alliances Françaises. En 2022, les 34 alliances du Brésil ont totalisé 15 394 élèves.

Coopération universitaire

La coopération universitaire franco-brésilienne est riche de 1359 accords interuniversitaires vivants, dont 276 portent sur des doubles-diplômes. Les établissements d'enseignement supérieur brésiliens qu'ils soient publics ou privés, sont autonomes pour signer des accords et établir des régimes de cotutelle et des double-diplômes. L'article 207 de la Constitution fédérale de 1988 garantit trois niveaux d'autonomie universitaire : didactique-scientifique, administrative et financière-patrimoniale.

Les Programmes bilatéraux de formation BRAFITEC & BRAFAGRI sont des formations croisées d'élèves-ingénieurs (BRAFITEC) et d'agronomes et vétérinaires (BRAFAGRI), basées sur des projets conçus dans la durée

entre partenaires de l'enseignement supérieur français et brésiliens et qui favorisent les échanges croisés d'étudiants et d'enseignants.

- **BRAFITEC** est considéré par la CAPES comme le programme « phare » de sa coopération universitaire internationale quantitativement et qualitativement pour la formation des ingénieurs. Depuis 2000, près de 13 000 étudiants ont bénéficié du programme BRAFITEC dont 24 % d'élèves-ingénieurs français au Brésil, soit environ 3 000 personnes. Ces projets associent une centaine d'écoles françaises d'ingénieurs et une cinquantaine d'établissements brésiliens, travaillant en réseaux. La CAPES apporte un soutien financier important (bourses et billets d'avion) à un nombre élevé d'élèves-ingénieurs brésiliens. Les écoles françaises mobilisent également diverses aides complémentaires (bourses EIFFEL, bourses d'entreprises, diverses aides et bourses « locales », etc.). Certaines mobilités BRAFITEC débouchent sur des bi-diplomations, depuis 2013, entre 400 et 500 Brésiliens et 40 à 60 Français sont bi-diplômés.

Les Forums BRAFITEC se tiennent alternativement en France et au Brésil et rassemblent à chaque édition 200 à 300 acteurs du programme.

- **Environ 1500 étudiants** ont été formés grâce au programme **BRAFAGRI** depuis 2006, dont 40 % sont des étudiants français formés au Brésil au sein de partenariats associant une vingtaine d'établissements de chaque pays.

Les programmes de bourses

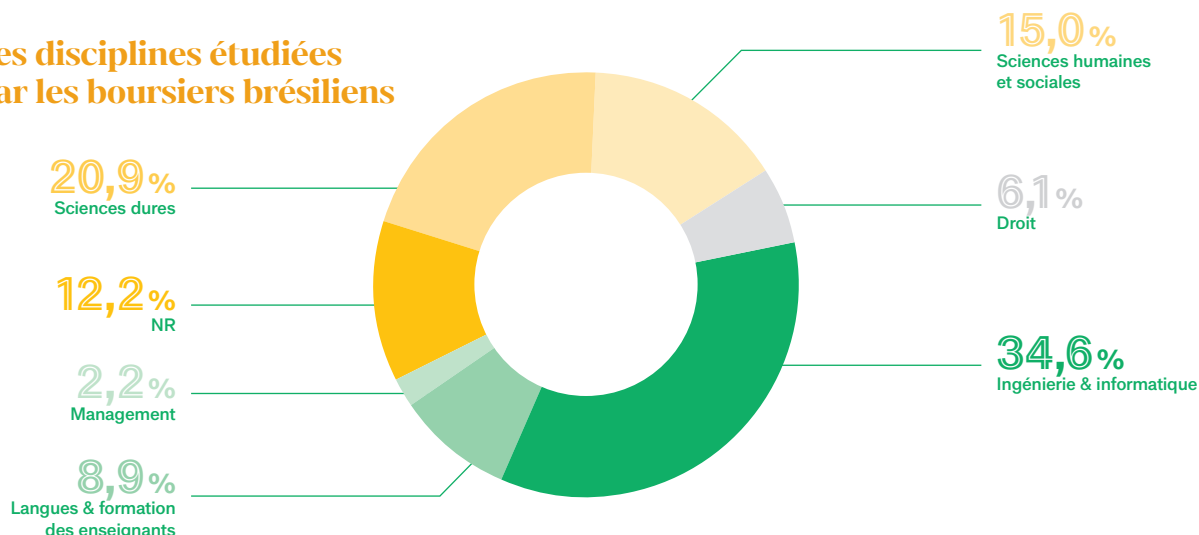
Pour les années 2021 et 2022, les Brésiliens constituent la 6^e nationalité dont Campus France a géré le plus de bourses avec 486 boursiers et

13. https://www.auf.org/les_membres/nos-membres/?pays%5B0%5D=BR

14. Une institution peut offrir plusieurs cours différents : traduction-interprétariat, Lettres-Langue française, Lettres-Langues et littérature française...



Les disciplines étudiées par les boursiers brésiliens



Source : Campus France, janvier 2023.

262 chercheurs accueillis qui ont fréquenté au total 230 établissements français. La durée moyenne de leur séjour est de six mois.

Programme de bourses d'exonération partielle des frais d'inscription

Dans le cadre de la réforme « Bienvenue en France », la politique d'attractivité des étudiants étrangers a été révisée. Pour accompagner les droits différenciés, 180 bourses ont été attribuées par le poste diplomatique aux étudiants brésiliens candidats depuis la rentrée universitaire 2019-2020. Les bourses sont attribuées aux étudiants souhaitant poursuivre en doctorat (niveau non soumis aux droits différenciés) ou aux titulaires d'un baccalauréat français ayant obtenu une mention bien ou très bien.

Programme de bourses de master 2

Lancé en 2020 et financé par l'ambassade, l'appel à candidatures de ce programme a pour objectif de soutenir une quinzaine d'étudiants de deuxième année de master (dans toutes les disciplines). En 2023, il est revalorisé avec une bourse d'excellence de 10 mois afin notamment de constituer un vivier de futurs doctorants.

Programme de bourses de cofinancement de doctorat en cotutelle

Également lancé en 2020 dans l'objectif de développer le nombre de thèses de doctorat en cotutelle. Le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France (SCAC) cofinance plus de la moitié des 1500 euros

de ressources mensuelles demandées à un doctorant étranger en France. Initialement organisé en périodes sur chaque année de la thèse, le programme propose désormais de soutenir la cotutelle pendant 12 mois consécutifs (doctorat sandwich) ou deux semestres au choix, au cours des trois années de la thèse.

Programmes thématiques de bourses en cofinancement

En 2023, l'ambassade de France au Brésil lance 3 nouveaux programmes de bourses d'études et de recherche :

- pour l'intégration d'étudiants amérindiens à des parcours en master ou en doctorat ;
- pour des parcours doctoraux sur le changement climatique en partenariat franco-allemand ;
- pour des thèses sur les maladies infectieuses émergentes.

Développement d'autres dispositifs de coopération

Programme institutionnel d'internationalisation des universités (PrInt) du Brésil

Fin 2017, la CAPES a lancé son programme institutionnel d'internationalisation PrInt, doté d'un fonds de 300 millions de reais. En août 2018, 36 établissements ont été sélectionnés sur des critères d'excellence et ont reçu des subventions pour mettre en œuvre leurs projets respectifs. Une écrasante majorité a fait figurer la France parmi ses principaux partenaires : ils constituent donc



des établissements à privilégier dans la mise en place de divers dispositifs (lecteurs, chaires, doubles diplômes, écoles d'été et doctorats, structures conjointes de recherche, etc.)

Programme de chaires universitaires

Ouvert à toutes les disciplines, fondé sur le principe d'un cofinancement, ce programme permet à un universitaire français, convié par un collègue brésilien, d'effectuer une mission de 1 à 6 mois pour donner des cours, animer des réunions, travailler en laboratoire et superviser de jeunes chercheurs. Le voyage et les assurances sont pris en charge par le service de coopération et d'action culturelle, les frais de séjour sont à la charge de l'université, souvent avec l'appui de la CAPES. Ces séjours permettent l'éclosion de doubles diplômes, de thèses en cotutelle ou la formation de nouvelles équipes de recherche. En 2019 une trentaine de chaires ont été tenues, réparties dans les circonscriptions de São Paulo, du Minas Gerais et de Rio (UFRJ), les implantations dans celles du Nordeste et de Brasília connaissant plus de difficultés à se concrétiser.

L'objectif est d'en accroître le nombre en ciblant principalement les universités sélectionnées dans le cadre du PrInt qui disposent de moyens financiers pour ce faire, et en veillant à favoriser le principe de réciprocité : le professeur français en mission au Brésil s'engage par la suite à recevoir son homologue brésilien dans son université.

Assistants de français au sein d'établissements d'enseignement supérieur brésiliens

Depuis 2010 s'est développé un dispositif d'implantation de lecteurs puis d'assistants de français langue étrangère dans des établissements d'enseignement supérieur brésilien, pour des périodes de 9 mois en moyenne. Le cofinancement de ce programme est assuré par les établissements brésiliens d'accueil, qui versent aux lecteurs une bourse de 3000 réaux et par le SCAC, qui prend en charge leur transport depuis la France, une indemnité d'installation et leur formation initiale. Les assistants assurent 12 heures de cours et 6 à 12 heures d'activités culturelles par semaine.

Un appel à candidatures auprès des universités fédérales et des instituts fédéraux est mis en place chaque année et permet de recruter une vingtaine de lecteurs de français environ (19 en 2023) : sur 12 ans, ce sont ainsi 188 jeunes français, de niveau master, qui ont bénéficié de ce programme. Ce programme est très apprécié par les institutions partenaires, en particulier les Instituts fédéraux qui n'ont de programme équivalent qu'avec le Canada, le poste ne peut donc répondre à toutes les demandes (1 sur 2,5 en moyenne) pour des raisons financières (coût du programme) et géographiques (éloignement géographique de certaines institutions).

Les assistants contribuent au développement du programme Franmobe.

Le programme *Franmobe*, un cours de français pour la mobilité étudiante

Développé à titre expérimental à partir de 2019 Franmobe est un programme de formation en langue française qui propose d'accompagner les étudiants dans l'élaboration de leur projet de mobilité pour accéder à une université française ou francophone. La progression des apprentissages et compétences langagières vise à acquérir un niveau B2 certifié en français et permet également de concevoir et d'évaluer son projet de mobilité individuel. Ce programme de formation cherche à optimiser les chances d'une insertion réussie des étudiants internationaux dans le milieu académique et la vie quotidienne des pays francophones.

Un guide didactique à l'intention des formateurs et des enseignants Franmobe a été édité en 2022. Ce matériel pédagogique, financé par le Poste et libre de droits est mis à disposition des institutions publiques d'enseignement supérieur souhaitant développer le programme.

Le programme a vocation à s'étendre à d'autres pays d'Amérique latine.

Reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger

Les autorités brésiliennes ne peuvent pas signer d'accord bilatéral de reconnaissance des diplômes, cette reconnaissance relevant a priori de la seule souveraineté des établissements d'enseignement



supérieur. Le ministère de l'Éducation brésilien a donc préféré adopter une ordonnance permettant de simplifier la reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger : c'est ainsi que la plateforme *Carolina Bori* a été mise en place en 2017 pour centraliser les demandes de reconnaissance de diplômes étrangers et constituer une base de données afin de faciliter les démarches¹⁵.

Promotion de l'enseignement supérieur

Le réseau Campus France Brésil se compose de 4 espaces physiques, à Rio, São Paulo, Recife et Belo Horizonte.

Campus France participe à de nombreuses rencontres et salons, environ 200 par an, en présentiel et en virtuel, dont FAUBAI – Association des responsables de relations internationales des universités brésiliennes; Salon Euro Pós; divers salons étudiants et tournées dans les établissements d'enseignement supérieur, seul ou en association avec d'autres agences européennes « Roadshow Study in Europe » avec le DAAD, le NUFFIC, etc.

Lancé en 2015 le réseau France Alumni Brésil compte aujourd'hui 12 500 membres sur la plateforme France Alumni. Véritables ambassadeurs des études en France, les alumni jouent un rôle essentiel dans la promotion du système universitaire français et facilitent la coopération franco-brésilienne.

En partenariat avec la CCFB et Business France, France Alumni Brésil a organisé en août 2022 un événement de recrutement avec des organisations françaises installées au Brésil.

Parmi les organisations participantes figuraient : BNB Paribas, L'Oréal, Médecins Sans Frontières, Safran, Schneider Electric, Skema et le groupe TransRevolution. Ils ont présenté leurs opportunités de travail et leur culture d'entreprise. Les activités ont inclus des rencontres individuelles, des débats, des conférences et des activités culturelles.

La précédente édition du salon avait réuni près de 600 alumni et 20 entreprises, grands groupes et *start-up*.

Coopération scientifique

Les programmes de recherche scientifique bilatéraux

Programmes CAPES-COFECUB et USP-COFECUB

Ces programmes sont fondés sur l'excellence scientifique de projets de recherche conjoints et sur la formation de doctorants pour CAPES-COFECUB, qui comptabilise environ 900 projets menés et plus de 3 000 docteurs formés.

Le programme CAPES-COFECUB entre le Brésil et la France, développé durant les 40 dernières années, a contribué avec succès aux échanges académiques, à la production scientifique et à la formation de jeunes chercheurs. Il est financé pour la partie française par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) et piloté par le Comité français d'Évaluation de la Coopération universitaire et scientifique avec le Brésil (COFECUB). Pour la partie brésilienne, il est financé et administré par la CAPES. L'objectif du programme est d'amorcer ou de développer la coopération scientifique et les relations entre les centres de recherche et les universités des deux pays, à travers le soutien à des projets communs de recherche d'excellence, impliquant la mobilité de chercheurs, en accordant une priorité à la formation au niveau doctoral et post-doctoral. Les appels à candidatures de ce programme sont lancés sur un rythme annuel. Il y a 87 projets en cours en 2023. Le programme USP-COFECUB (7 projets en cours), est la version de Capes-Cofecub avec la plus importante université du Brésil : l'Université de São Paulo¹⁶.

Programme REFEB

Ce programme permet à de jeunes chercheurs « brésilianistes » français de poursuivre leurs études en SHS par un terrain de recherche au Brésil, à partir du Master 2. Le programme soutient environ 15 à 20 étudiants par an (3 à 4 mois de terrain), via un appel à candidatures annuel, ouvert de début septembre à début novembre.

15. <https://plataformacarolinabori.mec.gov.br/usuario/ acesso>

16. Pour en savoir plus : <https://www.campusfrance.org/fr/capes-cofecub>



Programme Guyamazon (budget en cofinancement 3 M€)

Programme de coopération scientifique franco-brésilien lancé en 2010 qui associe le poste, l'IRD, le CIRAD, le CNRS, la Collectivité Territoriale de Guyane et les Fondations d'appui à la recherche (FAP) de 4 États du Nord (Amazonas, Amapa, Maranhão et Pará). Son objectif principal est de faire émerger des projets transfrontaliers de recherche et d'innovation liés au biome amazonien¹⁷. Les 4 appels lancés ont permis le financement de 31 projets.

S'inspirant en partie du programme Guyamazon, le SCAC/IFB, l'IRD et le CIRAD ont lancé fin 2017 un Réseau franco-brésilien d'appui au développement durable du Nordeste semi-aride (ReFBN), qui regroupe à ce jour 21 institutions brésiliennes (municipalités, universités et organismes d'appui à la recherche du Nordeste, ainsi que l'Embrapa, le MCTIC et le CNPq) et françaises (CIRAD, IRD, Ambassade de France SCAC/IFB et Agence française de développement), afin de renforcer la coopération technique et scientifique entre le Brésil et la France sur les questions climatiques (désertification) et de développement durable dans le Nordeste.

Sur ces **zones Amazonie et Nordeste**, afin d'approfondir des actions de recherche et formation, le SCAC a financé **en 2020-2021 six projets définis avec le CIRAD et l'IRD**.

La coopération scientifique via les grands organismes de recherche

La France occupe la 5^e place des pays partenaires du Brésil dans des co-publications (derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne) et la 4^e place en termes de citations.

Le Brésil se place, lui, au 14^e rang des partenaires de la France, en termes de co-publications comme de citations.

La France et le Brésil ont **24 instruments de partenariat ou laboratoires de recherche conjoints** (12 CNRS, 5 IRD, 4 CIRAD, 3 INRAe).

Le CNRS est doté d'un bureau régional à Rio de Janeiro, c'est le 1^{er} partenaire scientifique du Brésil

en co-publications, le Brésil étant par ailleurs le 1^{er} partenaire du CNRS en Amérique latine

Le CIRAD a son bureau régional en Amérique du Sud à Brasília et 11 chercheurs CIRAD expatriés permanents dans les institutions brésiliennes partenaires et une moyenne de 100 missions court-terme par an. Le CIRAD est le 2^e partenaire de co-publications scientifiques avec les institutions brésiliennes dans les disciplines liées à l'agronomie.

La « **Casa Franco-Brasileira da Ciência** », créée à la FINATEC (Fondation de l'Université de Brasília – UnB) en janvier 2018, regroupe les représentations régionales du CIRAD-INRAe + Agreenium, de l'IRD. Concernant l'IRD, les recherches sont centrées sur les relations entre l'homme et son environnement dans la perspective d'un développement durable et des objectifs de développement durable (ODD). L'IRD est engagé dans plus de 40 projets conjoints en 2019. Une quinzaine de chercheurs et ingénieurs sont affectés au sein d'institutions brésiliennes dans le cadre de projets communs de recherche labélisés et financés principalement par le CNPq, la CAPES, l'ABC et les FAPs.

Autres dispositifs de coopération universitaire et scientifique

Chaque antenne SCAC auprès des consulats généraux de Recife, Rio de Janeiro et São Paulo, auxquelles il faut ajouter celle du Minas Gerais et Brasília pour le Centre-Ouest et le Nord du Brésil, relaie la stratégie de coopération universitaire et scientifique et la complète par une politique locale en venant en appui à un certain nombre de manifestations dans lesquelles interviennent des enseignants-chercheurs français.

En matière de coopération transfrontalière, l'Université de Guyane a signé en 2017-2018 des accords avec des universités d'État brésiliennes de sa région : Amapa, Para et Amazonas, et quelques projets concrets de coopération ont commencé.

En matière de coopération décentralisée, la région Hauts-de-France continue à entretenir des liens avec l'État de Minas Gerais et l'Université de Lille a ouvert une représentation permanente à l'Universidade Federal de Minas Gerais. L'Occitanie liée à l'État du Pernambouc pourrait

¹⁷ Le **biome amazonien** comprend la forêt amazonienne, une zone de forêt tropicale humide et d'autres écorégions qui couvrent la majeure partie du bassin amazonien, ainsi que certaines zones adjacentes au nord et à l'est. Le biome contient des forêts inondées, des forêts de plaine et de terra firme montagnarde, des forêts de bambous et de palmiers, de la savane, des landes de sable et de la toundra alpine. Certaines zones sont menacées par la déforestation dans un but de récolte du bois et pour créer des pâturages ou des plantations de soja.



participer financièrement et via ses établissements ESR à la coopération sur le développement durable du semi-aride nordestin. Les villes de Nantes et de Recife entretiennent également des échanges dans divers domaines.

La coopération régionale et communautaire

Le Brésil, via la CAPES, participe avec de nombreux autres pays latino-américains, le CNRS, l'INRIA et Mines Telecom aux programmes régionaux STIC et MATH AmSud. Pour l'année 2019, les partenaires sud-américains ont participé à 70 % du budget de ces projets; les 30 % (146 300 €) restant provenant des laboratoires français et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. La CAPES est engagée dans une dizaine de projets STIC AmSud et autant de projets MATH AmSud (sur un total de 18 projets STIC AmSud et 14 projets MATH AmSud). La CAPES est le deuxième financeur sud-américain de ces programmes après le CONYCIT chilien. Son budget en 2019 était de 105 480 €, ce qui représente 21,5 % du budget total des programmes AmSud.

La coopération régionale, en collaboration avec le SCAC Brésil, avec l'Institut Pasteur de Montevideo et la plateforme scientifique Pasteur-USP-FIOPCRUIZ, a lancé en juillet 2019 un réseau régional Biosciences.

Un réseau CLIMAT AmSud a également été créé en 2019, avec la participation de l'IRD, du CIRAD, du CNRS et de l'INRIA, mais sans celle d'une agence ou d'une autre institution brésilienne (prospection en cours auprès d'universités).

Des universités brésiliennes participent également au programme d'échange de modules de master France-Amérique latine-Caraïbe « PREFALC », ainsi qu'à des manifestations dans le cadre du Fonds d'Alembert régional.

Le Brésil a signé en 2004 avec l'UE un Accord de coopération scientifique et technologique (Agreement for Scientific and Technological Cooperation) et bénéficie d'un bureau Euraxess facilitant la mobilité de chercheurs et d'un dispositif ENRICH (European Network of Research and Innovation Centres and Hubs).

En octobre 2018, la Commission européenne a signé des accords avec diverses institutions brésiliennes (Financiadora de Estudos e Projetos – FINEP; Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico – CNPq; Conselho Nacional das Fundações Estaduais de Amparo à Pesquisa – CONFAP) pour cofinancer des projets de recherche et d'innovation.

Directrice de la publication

Donatienne Hissard,
Directrice générale

Rédaction :

Ambassade de France au
Brésil : Service de coopération
et d'action culturelle, Campus
France Brésil

Campus France : Guillaume
Tétard

Comité éditorial :

Judith Azema, Olivier Chiche-
Portiche, Béatrice Khaiat,
Juliette Linares, Nabil M'Silti,
Olivier Marichalar, Andrea Marin,
Florentin Piron, Thierry Valentin,
Krisztina Wale.

Édition :

Guillaume Tétard

Cartographie :

Philippe Rekeawicz

Crédit photos :

Photo de couverture :
Bibliothèque Brasiliana Guita
et José Mindlin - Université de
São Paulo. Crédits : Université
de São Paulo. Page 7 : Karla
Vidal, Shutterstock. Page 10 :
Thiago Leite, Shutterstock.

Réalisation :

Luciole

Impression et diffusion :

CIA Graphic

Campus France :

Agence française pour la
promotion de l'enseignement
supérieur, l'accueil et la mobilité
internationale
28, rue de la Grange-aux-Belles –
75010 Paris

www.campusfrance.org

Avril 2023

ISSN 2495-3326

Réseau français de coopération au Brésil

